



*Seul le prononcé fait foi*

## **Intervention d'Emmanuel MACRON.**

**Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.**

**Mardi 30 août 2016.**

J'ai présenté cet après-midi au Président de la République ma démission du poste de Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Je l'ai remercié de m'avoir permis de servir mon pays pendant deux années intégralement dédiées à la reconstruction de notre économie, dans le cadre de l'action du gouvernement conduit par le Premier ministre.

J'ai consacré toute mon énergie à mener les combats que l'on m'a autorisé à livrer. Je l'ai fait à la tête d'une équipe et d'une administration que je veux ici saluer. Rien n'aurait été possible sans la mobilisation exceptionnelle des agents du Ministère et le dévouement sans faille des membres de mon cabinet. Ce sont les artisans quotidiens de l'action publique. Je n'oublierai jamais leur engagement.

C'est grâce à leur abnégation que nous avons fait bouger les lignes.

Au niveau international, pour changer l'image de notre pays auprès des investisseurs et des innovateurs grâce à plusieurs dizaines de déplacements – l'incroyable réussite de la French Tech, qui a permis de faire émerger partout sur notre territoire une nouvelle génération d'entrepreneurs, en est l'illustration.

Sur le plan européen, pour donner à nouveau des perspectives à une Union qui doit recommencer à avancer si nous ne voulons pas qu'elle se délite définitivement – la décision du



peuple britannique de la quitter doit à cet égard ouvrir une nouvelle page de l'aventure européenne.

Sur le plan national, en libérant de nombreux secteurs grâce à la loi pour la croissance, l'activité, et l'égalité des chances économiques. En soutenant les entrepreneurs, et particulièrement les PME, les artisans et les petits commerçants. En menant des restructurations industrielles de grande ampleur avec un volontarisme lucide.

Finalement, en redonnant à l'Etat la place qui doit être la sienne dans l'économie : concepteur du cadre et arbitre du respect des règles pour que les petits aient une chance face aux gros ; aiguillon de l'investissement pour déployer une politique industrielle adaptée au XXIème siècle, favorisant l'innovation ; actionnaire intraitable et sans complaisance avec les dirigeants d'entreprise ; promoteur de la concurrence lorsqu'elle permet de lutter contre la rente ; béquille pour ceux qui ont connu l'échec et accélérateur de la réussite entrepreneuriale.

Pour autant, je n'ai pas tout réussi.

Certaines entreprises ont connu la faillite, et leurs salariés le chômage – je pense notamment à la société Sambre et Meuse, qui n'a pas été sauvée malgré tous nos efforts. J'ai parfois échoué à faire partager la nécessité que j'éprouvais de poursuivre et même d'amplifier notre travail de transformation en profondeur de notre économie.

Mais je suis fier, au sein de l'action du gouvernement, d'être parvenu à apporter des changements concrets dans la vie des Français. D'avoir construit avec les parlementaires et les partenaires sociaux une vraie relation de travail, pour bâtir ensemble la loi croissance, la mettre en application – c'est désormais chose faite, dans des délais records – et en évaluer les effets dans la durée. J'ai partagé le soulagement des salariés des entreprises qui ont pu redémarrer, comme Arc international ou les « Chantiers de l'Atlantique ». J'ai mis en valeur des réussites, individuelles et collectives. Tous ces résultats contribuent au redressement de notre économie.

J'ai cependant touché du doigt les limites de notre système politique : il pousse à des compromis de dernière minute car le travail d'explication est rarement mené ; il fait la part belle aux peurs des uns et des autres, à défaut d'avoir construit un consensus idéologique et de fond ; il produit des solutions imparfaites, et fait trop souvent abstraction de la simple réalité. Toutes ces limites ont



construit notre impuissance collective et le fait que nous ne puissions pas aller plus loin, *a fortiori* dans une année pré-électorale.

La France vit pourtant des circonstances exceptionnelles : au risque de déclassement individuel, à la menace de déclin collectif, s'est ajouté un danger physique pour les Français depuis que notre pays est attaqué par le terrorisme. La réponse à ce triple défi est évidemment sécuritaire, mais elle est aussi morale et civilisationnelle. Nous n'avons tout simplement pas le droit, dans cette situation, de répliquer les comportements qui ont toujours eu cours, de penser que l'organisation politique serait quant à elle immuable. Ce serait le meilleur moyen de livrer notre pays aux extrêmes. C'est la raison pour laquelle je souhaite aujourd'hui entamer une nouvelle étape de mon combat, et construire un projet qui serve uniquement l'intérêt général.

Ce projet nécessite d'abord de rassembler toutes celles et ceux qui le partagent, et ont en commun les valeurs qui le fondent – quelle que soit leur sensibilité politique, et même s'ils ne croient plus à la politique : c'est pour cela que nous avons créé En Marche.

Mais ce projet nécessite aussi des transformations en profondeur de notre système politique, économique, social, qui demeure trop largement bloqué – chacune et chacun peut l'éprouver dans sa vie quotidienne, et en premier lieu les trop nombreux Français qui sont au chômage. Les blocages sont sectoriels, techniques, idéologiques et politiques. Or, dans notre pays, dans notre Vème République, le seul moment où les débats nécessaires pour décider ces transformations peuvent utilement avoir lieu sont les campagnes présidentielles.

Il faut, pour susciter et mener ces débats, être libre de formuler à la fois un diagnostic sans concession de l'état de la France, et un plan de transformation qui permette de remédier à nos faiblesses et d'accroître nos forces, qui sont bien plus nombreuses qu'on se plaît à le dire. Ce travail d'intérêt général doit être mené, avec méthode, dans chacun des domaines structurants pour notre avenir collectif. Loin du fracas que nous connaissons trop souvent, sans les facilités d'une vie politique qui ne cherche plus à s'occuper du pays mais simplement à vivre au rythme de ses propres soubresauts.

C'est pourquoi cette démarche n'est pas compatible avec l'appartenance à un gouvernement qui restreint l'action au strict champ de compétence ministérielle, ni avec l'indispensable solidarité qui s'impose à un Ministre.



J'ai donc choisi de présenter ma démission. Je mesure la gravité de cette décision et l'ai longuement mûrie. Il eût été plus facile de rester dans le confort de Bercy, mais je fais le choix de prendre mes responsabilités.

Ce n'est pas un choix dirigé *contre* les années que j'ai passées à l'Elysée ou au Ministère de l'Economie. J'en suis fier. J'ai au contraire eu l'occasion de dire au Président de la République que je suis convaincu que les Français lui rendront justice d'avoir fait face à des difficultés exceptionnelles.

C'est un choix *pour* être libre, et responsable. Etre libre de dire, de proposer, d'agir. Etre responsable d'une nouvelle offre qui doit construire un nouvel espoir. C'est une nouvelle étape qui commence, pour laquelle j'aurai besoin de toutes les bonnes volontés. Dès la fin du mois de septembre, je présenterai le diagnostic de la France, construit avec l'aide des dizaines de milliers de Français que les adhérents d'En Marche sont allés interroger. Je proposerai ensuite des actions en profondeur et en cohérence avec la vision que nous portons. C'est donc un projet ancré dans le réel, exigeant, redonnant à la France sa place, loin des jeux tactiques et d'appareils, que je veux porter.

C'est un choix engageant. Car notre pays mérite de prendre pour lui des risques. Car je suis déterminé à tout faire pour que nos valeurs, nos idées, notre action puissent transformer la France dès l'année prochaine.